Revue internationale d'éducation de Sèvres

12-14 juin 2019, CIEP

COLLOQUE INTERNATIONAL

Conditions de réussite des réformes en éducation

CIEP

Revue internationale d'éducation de Sèvres

12 - 14 juin 2019, CIEP

COLLOQUE INTERNATIONAL

Conditions de réussite des réformes en éducation

sous le haut patronage du Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

Partenaires

Le 4e colloque international de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* est organisé par le Centre international d'études pédagogiques, prochainement France Éducation international, avec le soutien de :

- la Délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération, ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
- l'Organisation internationale de la Francophonie

et avec le concours de :

- l'Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3
- l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation
- les ambassades de France au Burkina Faso et au Chili
- les éditions Didier

Sommaire

4 **Avant-propos**
Pierre-François Mourier

6 **La *Revue internationale d'éducation de Sèvres***

8 **Cadrage scientifique**

10 **Comité de pilotage**

11 **Mercredi 12 juin** Conférences plénières
Conditions de réussite des réformes en education : questions en débat

14 **Jeudi 13 juin** Ateliers
La réussite des réformes en éducation : quelles conditions ?
Atelier 1 – Mettre en œuvre les réformes. Acceptabilité et mobilisations
Atelier 2 – Comprendre la mise en œuvre des politiques éducatives : nouveaux éclairages
Atelier 3 – Rôle des financements dans l'échec ou la réussite des réformes en éducation

La réussite des réformes en éducation : quels effets recherchés ?
Atelier 4 – Réformer l'école pour un accès plus équitable à l'éducation
Atelier 5 – Les réformes éducatives à la recherche de la qualité
Atelier 6 – Efficacité et gouvernance : des articulations complexes ?

20 **Vendredi 14 juin** Conférences plénières
Éléments de prospective

23 **Intervenants**

Avant-propos

Alors qu'il fêtera en 2020 ses 75 ans, le CIEP n'est pas seulement une institution vénérable : c'est, depuis sa fondation en 1945, le véritable creuset de la coopération éducative française à travers le monde.

Sous l'impulsion du Ministre Jean-Michel Blanquer, il est appelé à connaître une nouvelle jeunesse et voit désormais son rôle et ses missions confortés, alors que l'action internationale du ministère de l'éducation nationale est – pour la première fois sans doute depuis de nombreuses années – clairement affirmée comme un élément essentiel de l'action, de la réflexion et de l'art de la réforme. Selon les mots du Président de la République Emmanuel Macron, il s'agit bien de montrer que la France constitue « une puissance éducative » dans le monde, c'est-à-dire un pays dont la voix compte et qui se tient à l'écoute des autres nations pour proposer non pas son « modèle », mais bien une véritable coopération, au sens étymologique du terme, dans le domaine de l'éducation : opérateur-pivot de la coopération éducative pour le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, le CIEP doit incarner pleinement cette nouvelle ambition éducative sur la scène internationale.

Cette impulsion nouvelle, qui se traduira, dans les semaines qui viennent, par le changement de nom de l'institution, le CIEP devenant France Éducation international, s'incarne, en 2019, à l'occasion de deux événements importants qui se tiendront dans nos murs : le 4e colloque international de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, du 12 au 14 juin ; et, le 4 juillet prochain, la réunion ministérielle du G7 des ministres de l'éducation, sous présidence française. Ces deux événements exceptionnels, l'un par essence intellectuel et réflexif, l'autre par nature politique et tourné vers l'action, concourent par des moyens différents au même objectif, que poursuit également notre changement de nom. Il s'agit bien de mettre l'éducation au cœur de nos préoccupations, que nous soyons chercheurs, responsables politiques ou administratifs, et de le faire au service des citoyens du monde.

C'est bien également le même but que poursuit notre revue depuis sa création, il y a un quart de siècle : la coopération, en effet, est au cœur du projet éditorial d'une revue dont l'ambition est d'aider à comprendre les grands enjeux éducatifs contemporains dans le monde, en créant les conditions d'une véritable émulation intellectuelle et confraternelle entre chercheurs, experts, acteurs et décideurs sur ces questions. Ce n'est évidemment pas tout à fait un hasard que ce colloque ait lieu quelques semaines à peine avant la réunion du G7 : la réflexion intellectuelle,

le libre échange des chercheurs, des praticiens et des intellectuels, ne peuvent que nourrir la réflexion des responsables politiques qui, à l'inverse, se voient confier par les citoyens la tâche de définir l'avenir et d'ouvrir le chemin en mettant à profit les acquis de la recherche. Ces deux événements presque concomitants peuvent donc entrer en résonance et en dialogue, tant il est nécessaire de comprendre en profondeur les enjeux, les contextes et les aspirations des femmes et des hommes, pour travailler dans le domaine de l'éducation.

En proposant à plus de soixante experts venus de près de trente pays, chercheurs, praticiens et responsables, parmi lesquels plusieurs anciens ministres de l'éducation, de travailler collectivement sur les « conditions de réussite des réformes en éducation », ce colloque nourrira aussi la réflexion du futur France Éducation international sur une question essentielle, celle du temps, ou plutôt du *tempo*. La temporalité, bien sûr, est au cœur de toute réforme : mais c'est sans doute encore plus vrai dans le domaine de l'éducation, où le succès ne peut se mesurer qu'après des années, voire des décennies. D'où l'importance cruciale de ce dialogue constant entre la réflexion et l'action, et donc entre des temporalités par essence différentes.

Ce dialogue, nourri de l'apport de la recherche et au service d'une pratique, sera au cœur du projet de France Éducation international, comme il s'incarnera dans un colloque qui sera, à n'en pas douter, un riche carrefour de rencontres et d'échanges où se confronteront, en amitié, trente pays au service des communautés éducatives dans le monde.

Enfin, je souhaite saluer tout particulièrement les nombreux partenaires qui accompagnent fidèlement les colloques de la revue, en particulier la Délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3, avec le concours des éditions Didier, de l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation et des services de coopération et d'action culturelle des ambassades de France au Burkina Faso et au Chili.

Pierre-François Mourier
Directeur général du CIEP, prochainement France Éducation international

La *Revue internationale d'éducation de Sèvres*

Ce colloque international est le quatrième organisé par le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) et sa *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. À travers leurs thèmes successifs, on observe qu'ils sont de plus en plus ambitieux.

En 2005, il s'agissait de mieux comprendre l'école de demain. En 2009, à la suite de la publication des nombreuses enquêtes internationales, se posait une question naturelle : un seul monde, une seule école ? Puis, en 2014, sous l'œil attentif de chercheurs et d'experts des cinq continents, il s'agissait d'examiner collectivement l'éducation en Asie, sujet original, intéressant, mais difficile à aborder.

Le présent colloque est encore plus remarquable puisqu'il s'agit de s'interroger sur **les conditions de réussite des réformes des systèmes éducatifs**, une question qui concerne toute la planète.

Dans le texte qui suit, Jean-Marie De Ketele, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, présente le contenu scientifique de ce colloque, la façon dont nous l'avons construit et l'organisation que nous avons prévue. Il a été préparé avec la précieuse collaboration du conseil scientifique et du comité de rédaction de la revue. Il a surtout bénéficié de l'appui scientifique de beaucoup d'autres personnes venues participer au CIEP, il y a quelques mois, à un riche séminaire international préparatoire. En quelque sorte, ce colloque en est le fruit.

Les travaux qui seront menés durant trois jours, du 12 au 14 juin 2019, auront une suite puisqu'en 2020, sous la férule de Jean-Marie De Ketele, un numéro de la revue sera bâti à partir des échanges qui se seront tenus durant le colloque. Nous les enrichirons encore en sollicitant des contributions écrites complémentaires.

La *Revue internationale d'éducation de Sèvres* fête cette année son 25e anniversaire. Déjà 80 numéros sont parus, sur des sujets extrêmement variés. Mark Bray, de l'Université de Hong Kong, avait fait observer qu'elle est devenue aujourd'hui une véritable encyclopédie internationale de l'éducation. Cette revue internationale, comparatiste et intégralement publiée en français, traduit depuis plusieurs langues la majorité des articles qu'elle sollicite. Elle offre ainsi des passerelles entre différentes aires linguistiques et a publié, depuis sa création, plus de 1 000 auteurs de 110 pays.

Nous l'animons, accompagnés de deux sympathiques et efficaces équipes, son conseil scientifique et son comité de rédaction, dont les membres seront présents durant ce colloque. La revue bénéficie aussi, et surtout, du précieux appui du CIEP, qui va devenir prochainement France Éducation international, à travers ses directeurs successifs et ses services, notamment le Centre de ressources et d'ingénierie documentaires.

En version papier, la revue est diffusée par les éditions Didier depuis 2002. Elle existe aussi en format numérique et peut être consultée en libre accès sur Openedition.org. Elle est la plus consultée des revues en langue française sur les questions d'éducation, avec plus de 2 000 visites par jour en moyenne, 700 000 au total en 2018, dont 80 % viennent de plus de 100 pays. Enfin, la revue est présente et bien placée dans la majorité des moteurs de recherche, ceci explique sans doute cela.

Nous terminerons par un point que nous avons à cœur.

La revue et ses colloques internationaux sont de formidables aventures humaines et intellectuelles. Nous allons en vivre une nouvelle, ensemble, pendant ces trois jours. Nous sommes particulièrement heureux de bénéficier de votre riche et active participation.

Alain Bouvier
Rédacteur en chef

Marie-José Sanselme
Rédactrice en chef adjointe

Cadrage scientifique

La *Revue internationale d'éducation de Sèvres* (RIES) s'intéresse aux systèmes éducatifs, dans une perspective comparative. Elle organise périodiquement des colloques internationaux qui réunissent des experts et des chercheurs de nombreux pays, afin de tirer les leçons de cette diversité et de repérer les questions communes :

- 7-9 avril 2005 : « Mieux comprendre l'école de demain. Dix années d'éducation dans le monde »
- 12-14 mars 2009 : « Un seul monde, une seule école ? Les modèles scolaires à l'épreuve de la mondialisation »
- 12-14 juin 2014 : « L'éducation en Asie : quels enjeux mondiaux ? »

La réussite des réformes en éducation : pourquoi ce thème en 2019 ?

Les trois colloques précédents ont mis en évidence deux questions étroitement liées : quelle école pour quel monde demain ? Pourquoi une telle diversité de résultats selon les pays et leur système éducatif ? Le quatrième colloque de la revue amènera à s'interroger, en 2019, sur **la réussite des réformes en éducation**. De quelle réussite parlons-nous, alors que les contextes sont très diversifiés ? Pourquoi certains systèmes éducatifs réussissent-ils mieux que d'autres et pourquoi certains stagnent-ils ou régressent-ils ? Quels facteurs permettent de comprendre que certains systèmes éducatifs, sur une période socio-historique et économique donnée, se transforment positivement alors que d'autres n'y parviennent pas ? Peut-on identifier un certain nombre de conditions indispensables pour espérer qu'une réforme puisse transformer effectivement et positivement le système éducatif d'un pays ?

D'autres éléments de contexte ont pris de l'importance ces dernières années, avec l'accélération du développement de nombreux phénomènes (technologies, mobilité, exodes climatiques, économiques ou politiques, pressions exercées par des organisations supranationales, par des ONG, par le marché ou par des instances philosophiques ou religieuses, montée en puissance de « l'école de l'ombre »…) et, en conséquence, des tensions entre tradition et modernité, entre repli communautaire et ouverture à la diversité, entre les fonctions éducatives de l'école et celles requises par l'évolution de la société, entre zones (régions supranationales, pays, régions du pays, quartiers) favorisées et défavorisées, entre bien privé et bien commun… Au fondement de la problématique du colloque se trouve donc une question essentielle : que faut-il entendre par la réussite d'un système éducatif ? Cette question est-elle au cœur de la politique éducative du pays ? Fait-elle l'objet d'une réflexion en termes d' « effets recherchés » (interne ou externes) ?

1. Une réflexion sur le sens : la question du sens donné à la réussite de la politique éducative affichée par un pays, dans sa double acception de direction à donner aux actes mais aussi de valeur éthique de ces derniers, sera celle des **critères prioritaires** : l'accès au système éducatif et à ses différents niveaux ; l'efficacité ; l'équité ; l'impact du curriculum prescrit ou caché sur le développement des acteurs du système éducatif ; la pertinence.

2. La chaîne des actes : la question du sens sera mise en relation avec la **chaîne des actes** posés (les décisions prises et leurs mises en œuvre effectives) par le système éducatif sur des éléments aussi importants que : le caractère systémique et intégré de la politique éducative ; les ressources (logistiques, financières et humaines) libérées ; les curriculums et les modes de diffusion ; la gouvernance et le pilotage (aux niveaux national, intermédiaire et local). Il s'agira de mettre en évidence la cohérence de ces aspects dans l'espace et dans le temps, l'adéquation de leur contextualisation et leur impact sur l'engagement et les compétences professionnelles des acteurs locaux. Une attention particulière devra être accordée aux actes qui conditionnent le degré d'efficacité des actes qui suivent.

3. Le système d'information pour gérer le système éducatif : l'existence de données pertinentes en termes d'indicateurs fiables, récoltées et exploitables aux moments opportuns, apparaît comme un outil indispensable pour poser un diagnostic de l'état d'un système éducatif, pour fonder une politique éducative à court et à long terme, pour piloter étape par étape le système, pour en valider les effets. La question du sens de la réussite, à travers la politique affichée des effets recherchés et la chaîne des actes posés, amènera ainsi à s'interroger sur le système d'information pour gérer le système éducatif : existence explicite, contenu et pertinence, mise à jour et localisations, traitements qu'il permet, utilisations qui en sont faites, institutions et acteurs qui en bénéficient. Parmi les questions soulevées, l'une d'elles semble essentielle : **en quoi la gestion des données sert-elle efficacement et à temps les acteurs clés du système éducatif ?**

Objectifs du colloque

Dans un type de contexte donné, peut-on identifier des facteurs qui conditionnent les effets observés des réformes entreprises ? Dégager des leviers contextualisés pour l'action grâce à ce type d'approche comparative est au cœur des finalités et de l'esprit tant des colloques internationaux que de la ligne éditoriale de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Un séminaire international de préparation, organisé les 3 et 4 mai 2018, a abouti à l'établissement de la maquette du programme. Le colloque s'intéressera à l'ensemble des régions du monde. Le choix des experts invités croisera deux paramètres : zone géographique x le degré de réussite actuelle du système éducatif observé. Il s'agira de comparer et de confronter non seulement des systèmes éducatifs dans leur globalité, mais aussi des contextes particuliers aux caractéristiques relativement semblables. Cette multiplication des contextes renforcera l'intérêt de l'approche comparative.

Jean-Marie De Ketele, Université catholique de Louvain

Comité de pilotage

- Président : **M. Pierre-François Mourier**, directeur général du CIEP

- **Pr. Alain Bouvier**, ancien recteur, professeur associé à l'Université de Sherbrooke, rédacteur en chef de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*
- **Pr. Mark Bray**, directeur du Centre d'éducation comparée, Université de Hong Kong
- **M. Éric Charbonnier**, analyste, division des indicateurs et des analyses, direction de l'éducation et des compétences, OCDE
- **Pr. Thierry Chevaillier**, Université de Bourgogne (économie de l'éducation)
- **M. Bruno Curvale**, responsable adjoint, département coopération en éducation, CIEP
- **Pr. Jean-Marie De Ketele** Université catholique de Louvain (sciences de l'éducation), ancien président de l'ADMEE Europe
- **M. Christian Forestier**, ancien directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale
- **M. Roger-François Gauthier**, Inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (H)
- **Pr. Walo Hutmacher**, Université de Genève (sociologie)
- **Pr. Claude Lessard**, ancien président du Haut Conseil québécois de l'éducation
- **Mme Odile Luginbühl**, inspectrice d'académie – inspectrice pédagogique régionale (H)
- **M. Jacques Marchand**, expert
- **M. Hughes Moussy**, responsable de la recherche et du développement, IIPE-Unesco
- **M. Mamadou Ndoye**, ancien ministre de l'éducation du Sénégal, ancien secrétaire exécutif de l'ADEA
- **Pr. Antonio Novoa**, ambassadeur du Portugal auprès de l'Unesco
- **Mme Bernadette Plumelle**, ingénieure de recherche, responsable du centre de ressources et d'ingénierie documentaires du CIEP
- **M. Xavier Pons**, maître de conférences (HDR) (sociologie), Université Paris-Est Créteil
- **Pr. Patrick Rayou**, Université Paris 8 (sciences de l'éducation)
- **Mme Bénédicte Robert**, directrice, Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF)
- **Mme Marie-José Sanselme**, ingénieure d'études hors classe, rédactrice en chef adjointe de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*
- **M. Jean-Pierre Véran**, inspecteur d'académie – inspecteur pédagogique régional (H)
- **Pr. Jose WEINSTEIN**, Université Diego Portales (sociologie), ancien vice-ministre de l'éducation du Chili

Mercredi 12 juin 2019

Conditions de réussite des réformes en éducation : questions en débat

Plénières

14 h 00 – 14 h 30 ■ **Ouverture**

M. Jean-Michel BLANQUER, Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

14 h 30 – 14 h 45 ■

M. Pierre-François MOURIER, directeur général du Centre international d'études pédagogiques

14 h 45 – 15 h 00 ■ **La *Revue internationale d'éducation de Sèvres***

Recteur Alain BOUVIER, rédacteur en chef, Marie-José SANSELME, rédactrice en chef adjointe

15 h 00 – 15 h 30 ■ **Cadrage scientifique du colloque**

Pr. Jean-Marie DE KETELE, Université catholique de Louvain

Que faut-il entendre par la réussite d'un système éducatif et pourquoi certains systèmes réussissent-ils mieux que d'autres ? Peut-on identifier un certain nombre de conditions favorables pour espérer qu'une réforme puisse transformer effectivement et positivement le système éducatif d'un pays ? L'ambition du colloque est de parvenir à mettre en évidence un certain nombre de leviers utiles pour l'action, en prenant en compte différents registres : celui de la décision politique, celui des divers acteurs de l'éducation chargés de la mise en œuvre, ainsi que celui de l'évaluation et de la recherche.

15 h 30 – 16 h 00 « La notion de réforme en éducation est-elle encore pertinente aujourd'hui ? »

Pr. Antonio NOVOA, ambassadeur du Portugal auprès de l'Unesco

L'exposé interroge la pertinence de la notion de réforme aujourd'hui sur la base d'une analyse historique. Cette notion prend de l'ampleur jusqu'à la fin du XX^{e} siècle sous la pression du mouvement de scolarisation pour tous et la généralisation d'un modèle d'organisation scolaire. Au début du XXI^{e} siècle, l'efficacité des réformes est progressivement mise en doute pour faire apparaître les notions de changement et de politique d'action publique. Face à des processus complexes impliquant différents acteurs à différents niveaux, Antonio Novoa émet l'hypothèse que nous vivons une période historique de métamorphose de l'école qui interroge la vision fondamentalement « nationale » des systèmes éducatifs et le « modèle scolaire ».

16 h 00 – 16 h 30 « Attentes politiques et conduite du changement »

M. Mamadou NDOYE, ancien ministre de l'éducation (Sénégal)

Les réformes portent des attentes de changement en éducation plus ou moins fortes. Ceci entraîne une diversité des types de réforme : additif/quantitatif, correctif/adaptatif ou transformationnel/refondateur. Et il n'est pas étonnant d'observer que plus les ambitions sont fortes, plus l'écart entre les attentes et les résultats se creuse. Il ne faut pas oublier que tout système éducatif est une composante d'un système social plus large, qui lui impose des limites dans le changement. Par exemple, peut-on construire un système scolaire égalitaire dans une société inégalitaire ? Mais il est d'autres défis à relever, et en particulier le changement de cultures et de pratiques des enseignants dans le sens de la réforme ainsi que leur développement professionnel conséquent, si l'on considère que le changement essentiel est finalement un changement qualitatif dans les apprentissages scolaires et éducatifs. Faut-il viser un changement révolutionnaire ? Ou plus simplement guider la longue et continue marche des réformes pour un développement spiralaire du changement, en s'appuyant sur les résultats des recherches ?

16 h 30 – 17 h 00 « Qu'est-ce qu'une réforme éducative réussie ? Approches sociologiques »

M. Xavier PONS, Université Paris-Est Créteil

Il ne s'agit pas dans cette conférence de proposer une théorie de ce qu'est une réforme réussie en éducation mais plutôt de développer trois idées simples sur la question de la mise en œuvre des réformes dans ce champ :

1• contrairement aux modèles développés dans certaines synthèses internationales soucieuses de distinguer les facteurs de réussite d'une réforme, il n'y a pas de meilleure façon de faire ;

2• face à cette incertitude, l'incrémentalisme et le privilège parfois donné aux approches pragmatiques par les responsables politiques ne semblent pas constituer des alternatives véritables, notamment parce qu'il reste difficile de contrôler la cohérence d'ensemble des actions mises en œuvre dans cette logique ;

3• peut-être une solution est-elle alors à chercher dans ce que Patrice Duran appelle « la révolution des conséquences » en matière d'action publique. Il en ressort qu'une réforme éducative réussie

n'est pas impossible, à condition de chausser les bonnes lunettes pour l'apprécier. Celle-ci désignerait alors une action publique partielle, aux effets négatifs indésirables limités, et qui permet à un groupe d'acteurs significatif de se coordonner de manière constructive pour atteindre des objectifs communs… que les résultats suivent ou non.

17 h 00 – 17 h 30 Pause

17 h 30 – 19 h 00 Table ronde

« Comment la question de la réussite des réformes en éducation est-elle abordée dans différentes régions du monde ? »

Les réformes des systèmes éducatifs s'inscrivent dans des contextes culturels et économiques différents. Représentatifs de cette diversité, les participants à la table ronde en dégagent les conséquences, en réaction aux conférences précédentes.

Modératrice : Mme Soazig LE NEVÉ, journaliste au *Monde*

Intervenants :

- Pr. Luigi BERLINGUER, ancien ministre de l'éducation (Italie)
- Mme Odile BONKOUNGOU, ancienne ministre de l'éducation (Burkina Faso)
- M. Pablo CEVALLOS ESTARELLAS, IIPE-Unesco Buenos Aires, ancien vice-ministre de l'éducation (Équateur)
- M. Christian FORESTIER, ancien directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale (France)
- Mme Mitzie HUNTER, députée, ancienne ministre de l'éducation (Ontario, Canada)
- Mme Beatriz PONT, analyste principale, direction de l'éducation et des compétences, OCDE

19 h 00 – 19 h 15 Échanges avec le public

Jeudi 13 juin 2019

Analyse de réformes

Études de cas et bibliographie en ligne sur : https://journals.openedition.org/ries/6658

Ateliers 1, 2, 3

La réussite des réformes en éducation : quelles conditions ?

Atelier 1

9 h 30 – 12 h 30 | **Mettre en œuvre les réformes. Acceptabilité et mobilisations**

Coordinateur : Pr. Jose WEINSTEIN, Université Diego Portales, ancien vice-ministre de l'éducation (Chili)
Rapporteur : Pr. Patrick RAYOU, Université Paris 8

Études de cas

- Pr. Nina BASCIA, Université de Toronto (Canada)
- Dominique ÉPIPHANE, CEREQ (France)
- Seydou LOUA, École normale supérieure de Bamako (Mali)
- Carlos ORNELAS, Universidad Autónoma Metropolitana (Mexique)

Les décideurs et les chercheurs sont aujourd'hui plus attentifs aux conditions de réalisation des réformes éducatives, lesquelles, par-delà leur pertinence et leur cohérence, nécessitent l'adhésion

d'acteurs sociaux nombreux et variés pour passer du concept à l'application. Cet atelier mettra en évidence l'importance de ces acteurs, dont la mobilisation ou le contournement peut souvent décider de la réussite ou de l'échec d'une réforme. Il n'est pas possible dans ce cadre de prendre en compte la totalité des forces qui peuvent intervenir dans la construction et l'application des réformes éducatives. Nous retiendrons ici les syndicats, dont le rôle a été important à propos de deux réformes dans deux pays, le Canada (et plus précisément l'Ontario) et le Mexique. Nous nous demanderons comment ils ont été ou non associés à la réforme, quelle en a été la compréhension, quel infléchissement ils ont tenté de ou réussi à leur donner, à quelles mobilisations ils ont procédé, de quelle manière ils ont soutenu ou au contraire contrarié l'action gouvernementale. Les deux autres cas s'intéresseront aux structures et forces sociales plus larges qui constituent le terreau des réformes. Ils traiteront de la réussite scolaire des filles dont, dans le cas de la France, les mobilisations sur la longue durée autour de l'émancipation des femmes ont permis de donner corps à des réformes édictées longtemps auparavant. Dans le cas de certains pays africains en revanche, cultures et traditions familiales semblent un frein à la mise en œuvre de décisions volontaristes concernant leur scolarisation et leur réussite.

Atelier 2

9 h 30 – 12 h 30 Comprendre la mise en œuvre des politiques éducatives : nouveaux éclairages

Coordinatrice : Mme Bénédicte ROBERT, directrice de l'Institut des Hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF)
Rapporteur : Pr. Denis MEURET, Université de Bourgogne (France)

Études de cas

- M. Brian ANNAN, Infinity Learn (Nouvelle-Zélande)
- M. Javier GONZALEZ, Summa (Education Research and Innovation Laboratory for Latin America and the Caribbean) (Amérique latine)
- Pr. Marc GURGAND, École d'économie de Paris (France)
- Pr. Andrew HARGREAVES, Boston College, (Ontario, USA)
- Mme Samyukta LAKSHMAN, Pratham Education Foundation (Inde)

La question de la mise en œuvre des politiques éducatives est une question à la fois ancienne et récente. Dès les années 1960, mais plus particulièrement les années 1970, des chercheurs américains se penchent sur l'efficacité de politiques publiques volontaristes (*Head Start*, le *busing*…) et sont amenés à questionner le paradigme dominant d'une décision qui serait mise en œuvre telle qu'adoptée par le Congrès. Prenant appui sur les concepts de la sociologie des organisations et de la sociologie de l'action publique, ils mettent en avant les jeux d'acteurs, les contraintes auxquelles ceux-ci sont confrontés, mais aussi les questions de ressources et de « capacité » à mettre en œuvre. Autour des concepts de « politique à rebours », de « traduction » et de « réinterprétation », leur analyse des politiques publiques les amène à se pencher sur des questions de gouvernance, notamment à travers l'étude des « instruments » de l'action publique : instruments législatifs et réglementaires, instruments fiscaux et budgétaires, instruments incitatifs. Ces analyses trouvent

des prolongements dans des approches contemporaines autour du concept de *learning from the middle* et de *collaborative professionnalism* et ont une influence particulière sur la politique éducative de régions/pays tels que l'Ontario, la Nouvelle-Zélande, l'Inde ou le Chili, tout en restant très méconnus dans de nombreux pays, dont la France. À ces travaux de science politique sont venus s'ajouter, ces dix dernières années, des approches issues de l'économie de l'éducation et des sciences comportementales. L'économie de l'éducation a permis de faire émerger le concept d'expérimentation sociale, concept qui couple une démarche volontariste et bien identifiée d'action publique à une étude d'impact. Il s'agit de tester une hypothèse de recherche en milieu naturel pour en mesurer l'efficacité réelle compte tenu des contraintes de mise en œuvre. Le « passage à l'échelle » soulève d'autres difficultés, mais ce type d'approche permet de développer des politiques reposant sur des preuves scientifiques fortes.

Plus anciennes, mais de plus en plus répandues dans l'action publique, les sciences comportementales permettent d'étudier la façon dont les destinataires des politiques publiques se comportent en fonction de la nature de la politique et de sa présentation. L'objectif de cet atelier est de proposer un état de l'art succinct sur les facteurs de réussite en matière de mise en œuvre des réformes, et de mettre en avant des exemples de transfert de ces principes dans le domaine des politiques éducatives.

Atelier 3

9 h 30 – 12 h 30 Rôle des financements dans l'échec ou la réussite des réformes en éducation

Coordinateur : Pr. Thierry CHEVAILLIER, Université de Bourgogne
Rapporteur : M. Yannick TENNE, Inspection générale de l'éducation (France)

Études de cas

- Mme Ariane AZÉMA, Inspectrice générale de l'éducation nationale et M. Pierre MATHIOT, Université de Lille (France)
- M. Cristian BELLEI, Université nationale du Chili (Chili)
- M. Kassa DIAGNE, ministère de l'éducation (Sénégal)
- Pr. Anne WEST, London School of Economics (Angleterre)

Les questions de financement sont centrales dans la conception et l'évaluation des réformes : elles peuvent être l'objet de la réforme et/ou être pensées comme conditions d'implantation de la réforme. Les études de cas interrogeront les situations rencontrées en examinant les effets sur la chaîne des actions dans le processus d'implantation, sur le comportement des acteurs et sur les résultats de la réforme (en termes d'efficacité et d'équité). Une attention particulière sera accordée aux aspects suivants : le transfert de certaines charges sur certains acteurs ; les ressources provenant de financements extérieurs et les contraintes qui y sont liées ; le transfert de ressources de certains postes vers d'autres ; la réduction ou, au contraire, l'augmentation des ressources attribuées ; la part des ressources affectées à l'innovation ; le dépassement ou, au contraire, la non exploitation de certaines ressources lors de l'implantation de la réforme.

12 h 30 – 14 h 00 **Déjeuner**

Ateliers 4, 5, 6

La réussite des réformes en éducation : quels effets recherchés ?

Atelier 4

14 h 00 – 17h 00 Réformer l'école pour un accès plus équitable à l'éducation

Coordinateur : M. Jacques MARCHAND, expert & M. Hughes MOUSSY, IIPE-Unesco
Rapporteure : Pr. Élisabeth BAUTIER, Université Paris 8

Études de cas

- Pr. Xavier BONAL SARRÓ, Université autonome de Barcelone (Catalogne)
- Pr. Lucia TRAMONTE, Université du Nouveau-Brunswick (Canada)
- M. Kouyaté IDRISSA, Inspecteur général de l'éducation nationale (Côte d'Ivoire)
- M. Hssain OUJOUR, directeur de l'éducation non formelle, ministère de l'éducation (Maroc)

La massification de l'accès à l'enseignement général (notamment secondaire) résulte d'une forte demande sociale. Les politiques publiques qui accompagnent et encouragent ce processus comprennent généralement des réformes et adaptations des systèmes éducatifs pour tenir compte des nouveaux paradigmes dans un contexte de ressources contraintes. Ces réformes permettent d'adapter le système éducatif aux réalités locales et de prendre en charge des problématiques spécifiques (telles que la réduction des disparités de l'offre, la prévention du décrochage scolaire, l'intégration des migrants, l'éducation des minorités ethniques). Ces politiques et réformes structurent une nouvelle approche systémique de l'offre éducative couvrant des domaines très divers tels que le schéma d'organisation des établissements scolaires, les infrastructures et les équipements, l'adaptation des curricula et de l'organisation pédagogique, la formation et l'encadrement des enseignants, la gestion territoriale et participative.
L'atelier abordera quelques exemples de politiques et de réformes dans des contextes très variés visant à élargir l'accès à une éducation plus inclusive, s'appuyant généralement sur une gestion éducative territoriale impliquant la participation d'une diversité d'acteurs :

- les collèges de proximité en Côte d'Ivoire (réforme du modèle standard des collèges, de l'organi-

sation des enseignements en blocs disciplinaires, de la formation et de la gestion des enseignants) ;
• la mise en œuvre du modèle de la Prospérité éducative pour la scolarisation des populations à faibles revenus (illustration avec le peuple Inuit au Canada) ;
• l'intégration des populations migrantes dans les systèmes éducatifs par exemple en Espagne (Catalogne).
• l'éducation non formelle au Maroc.
À travers la confrontation de ces expériences de réformes éducatives, l'analyse de leurs succès et difficultés, l'atelier tentera de dégager leurs conditions de réussite.

Atelier 5

14 h 00 – 17 h 00 ■ Les réformes éducatives à la recherche de la qualité

Coordinateur : M. Roger-François GAUTHIER, Inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (H)
Rapporteur : M. Stéphane FOIN, directeur adjoint du CIEP

Études de cas

- Mme Sandra JOHNSON, Assessment Europe (Angleterre)
- M. François LOUVEAUX, Inspecteur général de l'éducation nationale (France)
- Pr. Manabi MAJUMDAR, Centre for Studies in Social Sciences (Inde)
- M. Antonino PETROLINO, Associazione TreeLLLe (Italie)

La qualité est un mot qui ne fait pas historiquement partie de langage de l'école. Pourtant on voit beaucoup de pays qui s'en préoccupent et le mettent en avant dans leurs réformes. Dans des directions très différentes pourtant, qui se mêlent souvent :
• Certains pays parlent de qualité mais essentiellement définie à partir des résultats des élèves, au niveau central ou à celui de l'établissement. Mais alors s'agit-il bien de qualité ? Et qu'appelle-t-on « résultats » ?
• D'autres pensent que la qualité concerne vraiment les enfants, leur bien-être à l'école, leur bien-être pour apprendre. Mais cette qualité ainsi mesurée n'est-elle pas à son tour un peu trop éloignée de la préoccupation des résultats des apprentissages ?
• De plus en plus de pays pensent que c'est d'abord autour de la pertinence et de la cohérence de ce qui est enseigné aux élèves que se constitue la qualité de l'école, et cela débouche sur des politiques du curriculum. Mais est-ce le bon chemin ? Une école qui fait plus sens pour les élèves, est-ce une idée appropriée pour une réforme efficace ?
• En un certain nombre de cas, la préoccupation de qualité va jusqu'à des procédures de labellisation, par lesquelles l'école se rapproche d'autres services. Mais ce type de conception est-il adapté à la mission complexe de l'éducation ?
L'atelier explorera deux directions : recherche de qualité par des mesures instrumentées (curricula, standards) ou par la remise en question du sens : qualité de l'école comme lieu d'enseignement/questions curriculaires.

Atelier 6

14 h 00 – 17 h 00 ■ Efficacité et gouvernance : des articulations complexes ?

Coordinateur : M. Jean-Pierre VÉRAN, Inspecteur d'académie-Inspecteur pédagogique régional (H)
Rapporteure : Mme Anne-Marie BARDI, Inspectrice générale de l'éducation nationale (H)

Études de cas

- M. Matthis BEHRENS, ancien directeur de l'IRDP Neuchâtel (Suisse)
- M. Jean-Richard CYTERMANN, Inspecteur général de l'administration, de l'éducation nationale et de la recherche (H) (France)
- Pr. GIM Chaechun, Yeungnam University, ancien vice-ministre de l'éducation (Corée du Sud)
- Pr. Maciej JAKUBOWSKI, Université de Varsovie, ancien vice-ministre de l'éducation (Pologne)
- Pr. Lisbeth LUNDAHL, Université d'Umeå (Suède)

L'efficacité est mesurée par le rapport entre les effets observés et les effets attendus. La gouvernance, selon Willy Brandt (G20, 1995), est « un processus continu de coopération et d'accommodement entre des intérêts divers et conflictuels ». Au- delà de cette définition générique, on peut distinguer différentes formes qui éclairent le caractère « composite » de la gouvernance éducative :

- selon qu'elle se fonde essentiellement sur l'allocation des ressources (instrumentale), des dispositifs de concertation (procédurale), une éthique éducative (éthique) ;
- selon qu'elle privilégie entre les acteurs des chaînages descendants (*top-down*), ascendants (*bottom-up*), horizontaux, ou alternés selon les moments du processus de réforme ;
- selon qu'elle vise plutôt, aux différentes échelles d'acteurs, la conformité à l'existant ou l'innovation.

L'atelier s'interrogera sur le(s) type(s) de gouvernance les mieux à même de faire progresser l'efficacité d'un système éducatif aux différentes échelles, en fonction du contexte politique et culturel du territoire observé. Il éclairera ainsi les articulations complexes entre efficacité et gouvernance. Les études de cas, dans leur diversité, mettront notamment en lumière l'impact positif, nul ou négatif sur l'efficacité de la réforme des chaînages privilégiés entre les acteurs, du développement professionnel des acteurs locaux et de l'autonomie qui leur est confiée, de l'échelon ciblé dans la réforme (national, territorial, local), du choix de ceux qui identifient les objectifs attendus et de ceux qui mesurent les effets observés. Les études de cas permettront de combiner le plan politique – contexte centralisé et contexte fédéral ou confédéral – et le plan scalaire : échelon national, territorial, local.

Vendredi 14 juin 2019

Éléments de prospective

Plénières

8 h 45 – 9 h 30 Synthèse des ateliers

Pr. Jean-Marie DE KETELE, Université catholique de Louvain, Belgique

En s'appuyant sur les conférences, table ronde et études de cas qui l'ont précédée, cette tentative de synthèse a pour objet de dégager et articuler ce que l'analyse des réformes apporte de nouveau, de pertinent et d'efficace, en fonction des critères de réussite des réformes (accès, qualité, gouvernance inclusive et efficace…), fixés en début de colloque ou ajustés en cours de processus. Les concepts de réforme et de réussite seront réinterrogés sur la base des débats conduits. Une attention spéciale sera accordée aux effets de la cohérence ou des ruptures constatées dans la chaîne des décisions et actions rapportées, en prenant en compte la présence ou l'absence de gestion des données et de régulation entre les différents acteurs (responsables, interfaces, communautés locales), tant dans le mouvement *top-dow*n que *bottom-up*. Enfin, la synthèse espère dégager des leviers contextualisés pour l'action, grâce à l'approche comparative utilisée tout au long du colloque.

9 h 30 – 10 h 00 « Apprendre à améliorer les systèmes éducatifs »

Pr. Louis GOMEZ, UCLA / Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, États-Unis

Trop souvent, les demandes visant à améliorer les écoles se traduisent par l'achat d'ordinateurs plus sophistiqués et par de nouveaux programmes. Mais ces acquisitions débouchent-elles sur de meilleurs résultats pour les établissements scolaires, les enseignants et les élèves ? Nos innovations, si elles sont bonnes pour certains, échouent à créer une dynamique positive menant à l'équité. Pourquoi ? Cet exposé s'intéresse à deux raisons possibles. Tout d'abord, nous avons popularisé des régimes de recherche qui se concentrent strictement sur ce qui ne fonctionne pas au lieu

d'analyser ce qui fonctionne, pour qui, et à quelles conditions. En second lieu, les organisations scolaires n'ont pas développé de dispositifs suffisamment adéquats en vue d'améliorer de manière itérative des programmes prometteurs. Ce dont nous avons besoin, au-delà des projets et des technologies, c'est d'une nouvelle confiance envers ceux qui travaillent en première ligne, dans les écoles, et en des normes plus productives qui déterminent comment ils travaillent ensemble. La science de l'amélioration en éducation est une manière d'organiser les hommes et leur travail, afin que les éducateurs puissent être à l'origine d'innovations à partir de programmes et de technologies introduits dans les écoles qui soient plus fiables et plus efficaces, et ce afin de produire les résultats souhaités, pour tous les élèves.

10 h 00 – 10 h 30 « Accompagner la réussite des réformes éducatives : rôle et place d'une organisation internationale »

M. Ma Umba MABIALA, directeur de l'éducation et de la jeunesse, Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) apporte son appui technique et financier aux États et gouvernements membres, en particulier ceux du Sud, notamment pour soutenir des politiques publiques et des réformes dans le secteur de l'éducation et de la jeunesse. Dans de nombreux pays, ces politiques publiques et réformes n'aboutissent pas aux résultats escomptés à cause, entre autres, des changements fréquents à la tête des ministères qui pilotent ces réformes. Désireux d'imprimer leur marque, les ministres qui se succèdent ne sont pas toujours enclins à poursuivre les réformes initiées par leurs prédécesseurs ou ne peuvent compter sur des administrations qui, surtout au Sud, restent structurellement faibles et manquent de capacités institutionnelles. Dès lors, comment impulser des changements qui aient des chances d'être pérennes dans le secteur de l'éducation ? L'OIF œuvre en vue de faciliter, dans certains pays comme Madagascar et la République démocratique du Congo, un dialogue politique entre des acteurs clefs, débouchant sur un pacte national en faveur de la jeunesse. Il s'agit de favoriser avec l'apport des jeunes eux-mêmes, les conditions d'un consensus autour d'un socle commun d'interventions que tous les acteurs politiques clefs s'engageraient à réaliser, à court, moyen et long terme, afin que, quels que soient les changements politique, les politiques publiques et les réformes initiées aient des chances d'aboutir.

10 h 30 – 11 h 00 Échanges avec le public

11 h 00 – 11 h 15 Pause

11 h 00 – 11 h 15 Table ronde
« Des réformes demain : à quelles conditions ? »

La première table ronde a traité du passé, des réformes et de la situation présente des systèmes éducatifs. Cette table ronde finale aborde leur devenir à l'horizon 2030.

Modérateur : Recteur Alain BOUVIER, professeur associé à l'Université de Sherbrooke

Intervenants :

- Pr. Abdel Rahamane BABA-MOUSSA, Secrétaire général de la CONFEMEN
- Pr. Mark BRAY, Université de Hong Kong
- M. Éric CHARBONNIER, analyste, direction de l'éducation et des compétences, OCDE
- Pr. GIM Chaechun, Yeungnam University, ancien vice-ministre de l'éducation (Corée du Sud)
- Mme Caroline PASCAL, doyenne de l'Inspection générale de l'éducation nationale (France)
- M. Alioune SALL, directeur de l'Institut des futurs africains (IFA) (Afrique du Sud)

12 h 45 – 13 h 00 Clôture

Intervenants

Brian ANNAN

Au début de sa carrière d'enseignant et de directeur d'école, Brian s'engage activement auprès d'enfants qui vivent des situations cognitives, sociales et émotionnelles complexes. Il crée ensuite des partenariats avec des décideurs politiques, des chercheurs, des chefs d'établissement et des responsables de communautés locales afin d'améliorer réellement la scolarité en Nouvelle-Zélande. Au début des années 2000, il voyage et travaille dans de nombreux pays ; il s'implique dans de multiples réseaux à l'échelle mondiale, afin de faire évoluer la réflexion sur les systèmes éducatifs – réflexion qui est restée figée à l'ère industrielle. Désormais, il s'emploie à diffuser dans les communautés de Nouvelle-Zélande les idées fructueuses qu'il a engrangées au fil de son parcours. Il apporte aussi sa pierre à l'édifice en matière d'éducation alternative aux États-Unis, en proposant un outil innovant pour apprendre à apprendre : des « cartes pour apprendre à l'infini » (*Infinity Learning Maps*).
brianannan57@gmail.com

Ariane AZÉMA

Inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, ancienne élève de l'École normale supérieure et agrégée d'histoire, elle a été conseillère à la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), directrice des lycées au conseil régional d'île de France, directrice de cabinet au ministère du logement et de l'urbanisme. Elle est actuellement chargée avec Pierre Mathiot, par le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, de la mission Territoires et réussite relative à la réforme de l'éducation prioritaire et aux enjeux territoriaux du système scolaire en France.
ariane.azema@education.gouv.fr

Abdel Rahamane BABA MOUSSA

Professeur titulaire des Universités en sciences de l'éducation (CAMES) et secrétaire général de la Conférence des Ministres de l'éducation des pays de la Francophonie (CONFEMEN), il a été maître de conférences à l'Université de Caen (France) et à l'Université d'Abomey Calavi (Bénin) ainsi que consultant

pour l'Unesco et pour l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il préside le Réseau africain francophone d'éducation comparée (RAFEC) et a publié récemment sur le sujet de la prise en compte de la relation entre formation et emploi dans la réforme de l'éducation au Bénin.
arbaba-moussa@confemen.org

Anne-Marie BARDI

Inspectrice générale honoraire de l'éducation nationale (France), ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, agrégée de mathématiques, elle a été professeure puis inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale de mathématiques. Elle s'est notamment beaucoup impliquée dans le développement de l'usage des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement en France et à l'étranger. Elle est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.
anne-marie.bardi@orange.fr

Nina BASCIA

Professeure et directrice du département *Leadership*, enseignement supérieur et formation des adultes à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto, elle a publié neuf livres ainsi que de nombreux articles et chapitres d'ouvrages collectifs. Ses recherches portent sur l'articulation entre politiques éducatives et travail des enseignants ; elles mettent notamment l'accent sur les syndicats d'enseignants. Nina Bascia a également mené des études sur une quarantaine d'organisations dans onze pays différents.
Nina.bascia@utoronto.ca

Élisabeth BAUTIER

Professeure des universités émérite en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8, très impliquée dans la recherche et formée en sciences du langage, elle a réalisé des travaux visant à comprendre les processus socialement situés qui sous-tendent la construction des inégalités scolaires. Elle a également assuré des activités d'expertise et d'évaluation de la recherche et de la formation pour l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) puis le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), pour l'AEQES (Fédération Wallonie Bruxelles). Elle s'est en outre impliquée dans des responsabilités nationales et locales : responsable d'un laboratoire de recherche, présidente du Conseil national des Universités section 70, vice-présidente du conseil scientifique de l'Université Paris 8. Elle est membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.
Nina.bascia@utoronto.ca

Matthis BEHRENS

Enseignant en primaire à Zurich, dans la partie alémanique, il complète ses études en sciences de l'éducation à l'Université de Genève. Il travaille ensuite à l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle (ISPFP), en tant que responsable de la recherche. En 2003, il est nommé directeur de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP). Ce sont des questions de pilotage et d'évaluation des systèmes éducatifs qui le sollicitent. Son institut participe à plusieurs innovations, contribue à l'élaboration et à la vérification empirique des standards nationaux de formation et dirige les enquêtes PISA. Il vit actuellement en Suisse et en Pologne et travaille occasionnellement comme consultant.

matthis.behrens@gmail.com

Cristián BELLEI

Chercheur associé au Center for Advanced Research in Education et professeur au département de sociologie de l'Université du Chili, il est titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation obtenu à Harvard. Ses publications concernent essentiellement l'éducation au Chili, principalement au regard des politiques éducatives et des questions de qualité et d'équité en éducation.

cbellei@ciae.uchile.cl

Luigi BERLINGUER

Professeur des Universités (droit), il a notamment dirigé les départements d'études politiques et d'histoire politique et juridique de l'Université de Sienne, puis été recteur de cette université et secrétaire général de la Conférence permanente des recteurs italiens (CRUI). Élu local et régional, il a en tant que parlementaire présidé pendant ses différents mandats le XIV^{e} Comité permanent « Politiques de l'Union européenne » de la Chambre des députés et été membre du Conseil du Sénat italien pour les affaires des Communautés européennes. Ministre de l'éducation publique (au sein des gouvernements Prodi et D'Alema) entre 1996 et 2000, il a ensuite siégé au Conseil supérieur de la magistrature et a fondé et présidé le Réseau européen des conseils de la justice (2004-2007). Ancien membre du Parlement européen, premier vice-président de la commission des affaires juridiques et membre de la commission de la culture et des écoles, il est l'auteur de nombreuses publications et a reçu plusieurs diplômes honorifiques d'universités étrangères. Il est membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

luigi.berlinguer@istruzione.it

Xavier BONAL SARRO

Professeur de sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), il enseigne également à l'Université d'Amsterdam (UvA) dans les champs de l'éducation et du développement international. Il dirige le groupe de recherche Globalisation, Education and Social Policies (GEPS) au sein de l'UAB et coordonne GLOBED Project, un Master du programme Erasmus Mundus intitulé *Education Policies for Global Development*. Il est membre du Réseau européen d'experts en sciences sociales et de l'éducation (NESSE) et du comité de rédaction de revues internationales spécialisées dans les politiques éducatives et le développement de l'éducation. Auteur de nombreux ouvrages sur la sociologie de l'éducation, les politiques éducatives et la mondialisation, l'éducation et le développement, il est également consultant auprès d'organisations internationales (Unesco, Unicef, Commission européenne, Conseil de l'Europe). De 2006 à 2010, il a été médiateur adjoint aux droits de l'enfant auprès du médiateur de Catalogne.

xavier.bonal@uab.cat

Marie-Odile BONKOUNGOU/BALIMA

Administrateur civil, diplômée de l'École nationale d'administration et de magistrature du Burkina Faso, Mme Bonkoungou a été directrice générale de la fonction publique, inspectrice générale des services, secrétaire générale du gouvernement et du Conseil des ministres, ambassadrice du Burkina Faso auprès de la République fédérale d'Allemagne. En tant que ministre de l'enseignement de base et de l'alphabétisation (2005-2011), elle a piloté le processus de réforme du système éducatif de 2006 à 2007. Elle enseigne à l'École nationale d'administration et de magistrature depuis 2015.

bonkoungouodile@yahoo.fr

Alain BOUVIER

Ancien recteur, professeur associé à l'Université de Sherbrooke, directeur de la collection « Profession cadre - Service public », Alain Bouvier est depuis plus de dix ans le rédacteur en chef de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. Il a dirigé des organismes publics, présidé des associations professionnelles au plan national et international (ADMEE-Europe), publié une quinzaine d'ouvrages et contribué à de nos nombreux autres. Il est membre de plusieurs comités de rédaction de revues et a lui-même publié plus de 150 articles. Il a donné des conférences sur les cinq continents et assuré de nombreuses formations d'enseignants (mathématique, didactique des mathématiques, évaluation…), de formateurs (communication, évaluation, animation de groupes…) et de cadres (management public et évaluation). Ses travaux actuels portent sur la gouvernance, l'évaluation de politiques publiques, les régulations, les organisations et les territoires apprenants.

alain.bouvier29@gmail.com

Mark BRAY

Mark Bray est professeur des Universités et titulaire de la chaire Unesco d'éducation comparée de l'Université de Hong Kong. Il a débuté sa carrière en tant que professeur d'école secondaire au Kenya, puis au Nigéria, avant d'occuper des postes dans les universités d'Édimbourg, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Londres. Il s'est installé à Hong Kong en 1986 et, de 2006 à 2010, il a été directeur de l'Institut international de planification de l'éducation de l'Unesco à Paris. Il est l'auteur de nombreux travaux importants sur le système de l'éducation de l'ombre et le soutien scolaire privé, dans une perspective comparative.

mbray@hku.hk

Pablo CEVALLOS ESTARELLAS

Actuellement directeur du Bureau régional pour l'Amérique latine de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) de l'Unesco à Buenos Aires, il est titulaire d'un doctorat en pédagogie et d'un Master *Education and Critical Thinking* obtenus à Montclair State University dans le New Jersey (États-Unis). Spécialiste de l'étude des réformes en éducation en Amérique latine, il a entre 2007 et 2010 fait partie de l'équipe de direction du ministère équatorien de l'éducation, avant de devenir ministre adjoint à l'éducation de l'Équateur de 2010 à 2013.

p.cevallos-estarellas@iiep.unesco.org

Éric CHARBONNIER

Eric Charbonnier est diplômé d'un troisième cycle universitaire en économie et en statistiques (Université de Dauphine). Analyste au sein de la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE depuis 1997, il participe activement à la communication avec les médias francophones sur toutes les questions d'éducation. Il a dirigé pendant plusieurs années le Programme des indicateurs des systèmes d'enseignement (INES) de l'OCDE. Il travaille actuellement à l'élaboration de nouveaux indicateurs pour évaluer la qualité des systèmes d'accueil et d'éducation des jeunes enfants. Il conseille également les décideurs pour les aider à mettre en place leurs politiques d'éducation. Convaincu qu'une statistique est souvent plus fiable qu'une idée reçue, il anime un blog du journal *Le Monde* intitulé « L'Éducation déchiffrée ».

eric.charbonnier@oecd.org

Thierry CHEVAILLIER

Professeur émérite d'économie de l'éducation à l'Université de Bourgogne et chercheur à l'Institut de recherche sur l'éducation (IREDU/Université de Bourgogne). Ses recherches portent sur le financement de l'éducation et plus spécialement de l'enseignement supérieur, et privilégient une approche comparative et institutionnelle. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

thierry.chevaillier@u-bourgogne.fr

Jean-Richard CYTERMANN

Chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) de 2014 à 2019, il a occupé plusieurs postes de sous-directeur ou de chef de service au sein des ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge notamment des systèmes d'information, du budget, ou encore de l'aménagement du territoire. Après avoir été conseiller technique pour l'éducation et l'enseignement supérieur au cabinet d'Édith Cresson, alors Premier ministre, conseiller puis directeur adjoint du cabinet de Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, il a été directeur de la programmation et du développement, avant d'être nommé adjoint au directeur général de la recherche et de l'innovation, coordinateur des travaux sur l'enseignement supérieur à l'IGAENR puis directeur adjoint du cabinet de Geneviève Fioraso, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il a été professeur associé à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est l'auteur de nombreux articles ou parties d'ouvrages.

jean-richard.cytermann@education.gouv.fr

Jean-Marie DE KETELE

Docteur en sciences de l'éducation et professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, où il a créé la Chaire Unesco en sciences de l'éducation (1994), il est reconnu mondialement comme pédagogue de grand talent. Il est docteur *honoris causa* de plusieurs universités et a présidé l'Association internationale de pédagogie universitaire ainsi que l'Association pour le développement des méthodologies de l'évaluation en éducation (AD-MEE-Europe). Il préside actuellement le conseil scientifique international du Test de connaissance du français (TCF) du CIEP et celui du Conseil national pour le développement des sciences et de la technologie (CNPDEST à Dakar). Ses travaux portent principalement sur la pédagogie universitaire, sur l'évaluation des apprentissages et des systèmes éducatifs ainsi que sur l'engagement professionnel des acteurs de l'éducation et de la formation. Il dirige plusieurs collections d'ouvrages scientifiques aux Éditions De

Boeck et est membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.
jean-marie.deketele@uclouvain.be

Kassa DIAGNE

Inspecteur de l'éducation du Sénégal, titulaire d'un MBA-International de Paris Dauphine-Sorbonne sur la gestion des organisations et des entreprises, il a servi dans des écoles, des inspections et plus tard dans les services centraux du ministère de l'éducation en qualité d'agent, de conseiller technique puis d'inspecteur des affaires administratives et financières. Actuellement consultant indépendant ayant participé à plusieurs études et évaluations, il s'est investi dans la gestion de projets en bilatéral et en multilatéral. À ce jour, il est coordonnateur du Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base au Burkina Faso.
kdiagne54@gmail.com

Dominique ÉPIPHANE

Sociologue, ingénieure de recherche au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) dans le département des « Entrées et évolutions dans la vie active », ses thèmes de recherche principaux sont les ségrégations éducative et professionnelle entre femmes et hommes, la discrimination dans l'accès à l'emploi, les rapports sociaux de sexes et la féminisation de la catégorie cadre.
Dominique.epiphane@cereq.fr

Stéphane FOIN

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une licence de littérature moderne, d'un DEA de relations internationales et de l'agrégation de sciences économiques et sociales, il a exercé comme professeur de sciences économiques et sociales en région parisienne et comme maître de conférences en relations internationales à l'Institut d'études politiques de Paris en 2004-2005. Après avoir été directeur d'Alliance française au Mexique en 1993, il rejoint à nouveau le ministère des affaires étrangères en 2000, où il exerce les fonctions de directeur d'Alliance en Inde, puis, à l'administration centrale, de chef de bureau du pilotage de l'aide publique au développement (direction générale de la coopération internationale et du développement). Il a été conseiller de coopération et d'action culturelle en Indonésie (2007), puis en Colombie (2011). Depuis 2015, il est directeur adjoint du CIEP.
foin@ciep.fr

Christian FORESTIER

Actuellement président du conseil d'administration de la Fondation des étudiants de France, il avait auparavant été administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Docteur ès-sciences, il a présidé l'Université de Saint-Etienne, avant d'occuper divers postes de responsabilité : recteur d'académies (Reims, Dijon, Créteil, Versailles), directeur des lycées et collèges au ministère de l'éducation nationale, directeur général des enseignements supérieurs, directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale. Il a présidé le conseil d'administration du Céreq et il participe au comité directeur de l'Institut Montaigne. Président du Haut conseil de l'évaluation de l'école puis membre du Haut conseil de l'éducation, il a notamment fait partie du comité de pilotage de la concertation sur la loi d'orientation et de programmation de la refondation de l'école (2012). Il préside le conseil des écoles supérieures du professorat et de l'éducation de Versailles et Guyane et est l'auteur de plusieurs ouvrages.

christianforestier@yahoo.fr

Roger-François GAUTHIER

Ayant occupé comme administrateur diverses fonctions au sein d'instances officielles françaises liées aux politiques éducatives, notamment comme inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, Roger-François Gauthier, auteur de nombreux ouvrages et articles, professeur associé à l'Université Paris-Descartes, et invité dans plusieurs universités étrangères, travaille essentiellement sous l'angle des comparaisons internationales en éducation et particulièrement des questions curriculaires. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

erefgauthier@gmail.com

GIM Chaechun

Gim Chaechun est professeur à la Yeungnam University, en République de Corée. Après un master obtenu à l'Université nationale de Séoul, il a soutenu un doctorat en politiques éducatives et curricula à l'Université de Californie (UCLA). En tant que professeur, il a enseigné les questions de curriculum et d'instruction à la faculté des sciences de l'éducation. Il a également exercé les fonctions de conseiller pour l'éducation auprès du Président de la République de Corée, et a été nommé vice-ministre de l'éducation avant de présider le KEDI (Korean Educational Development Institute). Il a également été membre du conseil d'administration de l'Association internationale pour la recherche sur les manuels scolaires et les supports éducatifs (IARTEM, International Association for Research on Textbooks and Educational Media) et du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE.

ccgim@yu.ac.kr

Louis GOMEZ

Professeur à l'Université de Californie, Los Angeles, membre de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, chercheur en sciences sociales, il consacre ses travaux à l'amélioration de l'éducation. Ses recherches visent à soutenir la formation d'une communauté dans les écoles et au sein d'autres organisations, afin que les membres de ces communautés puissent créer des approches nouvelles et collaboratives de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation. Il a œuvré avec des collègues pour que la « science de l'amélioration en réseau » (*Networked-based Improvement Science*) gagne le champ de l'éducation. Ses travaux visent à favoriser l'adoption d'une nouvelle perspective en matière de conception, d'ingénierie de l'éducation et de développement qui puisse aider à la catalysation d'initiatives pérennes et collaboratives. Son travail s'appuie en grande partie sur des coopérations très ciblées appelées « communautés pour l'amélioration en réseau » (*Networked Improvement Communities*).

lmgomez@ucla.edu

Javier GONZÁLEZ

Économiste du développement spécialiste des politiques éducatives, des inégalités et de la mobilité sociale, il est directeur de SUMMA, *Affiliated Lecturer* à l'Université de Cambridge et membre du comité consultatif du Rapport mondial de suivi de l'éducation (Rapport GEM) de l'Unesco. Il est aussi consultant senior auprès de l'Unesco, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, conseiller en politiques éducatives et d'innovation auprès du ministère chilien des finances, secrétaire exécutif du Conseil des ministres chilien pour la formation et le développement du capital humain, directeur de la recherche à la commission nationale Recherche et technologie auprès du ministère chilien de l'éducation (CONICYT). Il est titulaire d'un MA en sciences économiques ainsi que d'un Master of Philosophy et d'un doctorat en études du développement (Université de Cambridge).

javier.gonzalez@summaedu.org

Marc GURGAND

Chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique, professeur titulaire à la PSE – École d'économie de Paris et à l'École normale supérieure, il codirige le master « Politiques publiques et développement » et assume les fonctions de directeur scientifique de J-PAL Europe. Ses recherches, qui reposent principalement sur des expériences de terrain randomisées, ont trait aux politiques scolaires ainsi qu'aux politiques sociales et du travail. Il est président du comité scientifique du Plan d'investissement dans les compétences et membre de plusieurs conseils scientifiques, dont le Conseil national de l'évaluation du système scolaire (CNESCO), le

Conseil scientifique de l'éducation nationale et le conseil scientifique de la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes.
gurgand@pse.ens.fr

Andrew HARGREAVES

Enseignant chercheur à la Lynch School of Education, Boston College, professeur invité auprès des universités de Hong Kong, d'Ottawa et de Stavanger (Norvège), il a présidé l'International Congress of School Effectiveness and Improvement, été rédacteur en chef et fondateur du *Journal of Professional Capital and Community*, conseiller pour les questions éducatives auprès des Premiers ministres de l'Ontario et de l'Écosse, et a fondé l'Atlantic Rim Collaboratory (ARC) — un groupe de neuf nations engagées pour une définition large de l'excellence, de l'équité, du bien-être, de l'inclusion, de la démocratie et des droits humains [www.atrico.org]. Il exerce les fonctions de consultant auprès de l'OCDE, de la Banque mondiale et de différents gouvernements, universités et syndicats d'enseignants à travers le monde. Auteur de plus de 30 ouvrages, il a reçu de nombreux prix et a été fait docteur *honoris causa* des universités de Hong Kong et d'Uppsala (Suède). Il est membre de la Royal Society of Arts.
hargraen@bc.edu

Mitzie HUNTER

Députée provinciale de Scarborough-Guildwood (Ontario), elle a récemment été ministre de l'enseignement supérieur et du développement des compétences. Avant d'occuper ce poste, elle a exercé les fonctions de ministre de l'éducation et de ministre déléguée aux finances, chargée de la réforme des retraites. En tant qu'ancienne PDG de l'Alliance CivicAction du Grand Toronto, elle a œuvré à la résolution de certains défis sociaux, économiques et environnementaux parmi les plus difficiles de Toronto. Elle était auparavant administratrice en chef de la Toronto Community Housing Corporation, vice-présidente chez Goodwill Industries et directrice régionale chez Bell Canada. Elle a grandi à Scarborough, a obtenu un BA de l'Université de Toronto (campus de Scarborough) et a récemment terminé son MBA à la Rotman School of Management.
mhunter.mpp@liberal.ola.org

Kouyaté IDRISSA

D'abord professeur certifié de sciences physiques (1982), puis conseiller pédagogique, inspecteur de l'enseignement secondaire de sciences physiques (2000), il a ensuite exercé les fonctions de chef de l'antenne de la pédagogie et de la formation continue dans la région de San Pédro, avant d'être

nommé inspecteur général de l'éducation nationale et coordonnateur de la réforme du collège en Côte d'Ivoire. Il occupe en outre depuis 2011 le poste de directeur du Centre national de matériels scientifiques. Il est officier de l'ordre du Mérite de l'éducation nationale et commandeur dans l'ordre du Mérite de la fonction publique de Côte d'Ivoire.
idrisskouyate@yahoo.fr

Maciej JAKUBOWSKI

Maciej Jakubowski est responsable politique, conseiller et chercheur dans les champs des politiques éducatives et des politiques relatives au marché du travail. De 2012 à 2014, il a été sous-secrétaire d'État (vice-ministre) auprès du ministère polonais de l'éducation nationale. En 2014, il fonde Evidence Institute afin de promouvoir des politiques reposant sur des preuves scientifiques fortes, ainsi que des outils numériques d'amélioration de l'école. Avant son entrée au gouvernement polonais, il a fait partie de l'équipe PISA de l'OCDE à Paris (2008-2012). Il travaille à l'Université de Varsovie et exerce en tant que consultant pour des organisations internationales et des gouvernements en Europe et en Asie. Ses recherches portent essentiellement sur l'impact des méthodes d'évaluation des politiques éducatives et des politiques relatives au marché du travail.
mj@evidenceinstitute.pl

Sandra JOHNSON

Consultante indépendante en évaluation, Sandra Johnson a été directrice technique adjointe de l'Unité d'évaluation de la performance (Assessment of Performance Unit, APU), programme de suivi scientifique mis en place en Angleterre dans les années 1980. Depuis près de vingt ans, elle assume les fonctions de conseillère technique auprès du gouvernement écossais en ce qui concerne les programmes nationaux d'évaluation. Elle a été membre de comités consultatifs sur les questions d'évaluation au Royaume-Uni et en Suisse, et a collaboré en tant qu'experte en évaluation à plusieurs projets internationaux. Elle est membre de l'Association pour l'évaluation en éducation (Association for Educational Assessment–Europe) et membre d'honneur du Réseau 9 de l'Association européenne pour la recherche en éducation (European Educational Research Association) : Analyse, Évaluation, Examens et Mesure. Elle est membre du comité de rédaction des revues *Assessment in Education : Principles, Policy and Practice* et *Educational and Psychological Measurement*.
Sandra.Johnson@Assessment-Europe.com

Samyukta LAKSHMAN

Responsable des collaborations internationales de Pratham, Samyukta Lakshman dirige l'équipe chargée de la démarche « Enseigner au bon niveau » (*Teaching at the Right Level*) en Côte d'Ivoire et soutient des projets au Kenya, au Botswana et au Mozambique, en travaillant avec des partenaires locaux sur la conception et le renforcement de programmes, ainsi que sur la transition entre des projets pilotes et leur généralisation. Elle soutient également la recherche pédagogique et l'innovation technologique. Elle a dirigé auparavant les projets de Pratham en matière de compétences en éducation et en formation en Inde, et a assumé les fonctions de chercheuse auprès d'un think tank spécialisé en politique étrangère. Elle est titulaire d'un MA en développement éducatif international de l'Université de Columbia (États-Unis).
samyukta.lakshman@pratham.org

Soazig LE NEVÉ

Journaliste spécialisée dans les questions d'éducation, elle a co-écrit avec Bernard Toulemonde en 2017 un essai choc, réédité en 2018, intitulé *Et si on tuait le mammouth ? Les clés pour (vraiment) rénover l'éducation nationale* (Ed. de L'Aube).
leneve@lemonde.fr

Seydou LOUA

Seydou Loua est titulaire d'un diplôme de psychopédagogie de l'École normale supérieure de Bamako (Mali) et d'un doctorat en sciences de l'éducation de l'Université Louis Lumière Lyon 2. Actuellement enseignant-chercheur à l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako, il mène des recherches sur les politiques éducatives.
seydouloua@yahoo.fr

François LOUVEAUX

Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint Cloud, agrégé de géographie, il a enseigné pendant près de trente ans dans les classes post-baccalauréat des lycées. Inspecteur général depuis 2009, il a exercé diverses responsabilités – correspondant de l'inspection générale pour l'académie de Besançon, doyen du groupe histoire-géographie – et piloté cinq missions. Pendant deux ans et demi, en binôme avec un professeur d'université, il a accompagné la mise en place des écoles supérieures du professorat et de l'éducation. Il termine sa carrière comme assesseur auprès de la doyenne générale, en charge du dossier « enseignants » (recrutement, formation, évaluation, carrière).
francois.louveaux@education.gouv.fr

Lisbeth LUNDAHL

Professeure à la faculté de sciences de l'éducation appliquées à l'Université d'Umeå, en Suède, ses recherches portent sur les politiques éducatives, les politiques pour la jeunesse ainsi que les parcours d'insertion des jeunes sur le marché du travail. Elle dirige le programme de recherche *Education policy and young people's transitions* à l'Université d'Umeå ; elle est aussi l'une des chefs d'équipe du Centre nordique Social Justice through Education. Lisbeth Lundahl a été secrétaire générale de l'Association européenne pour la recherche en éducation (European Educational Research Association, EERA) de 2006 à 2008. Elle est l'une des fondatrices de l'Association suédoise pour la recherche en éducation (SWERA).
lisbeth.lundahl@umu.se

Ma-Umba MABIALA

Directeur de l'éducation et de la jeunesse de l'Organisation internationale de la francophonie, il possède plus d'une vingtaine d'années d'expérience sur le plan international, en matière d'appui technique et de gestion des programmes d'éducation. Il a notamment travaillé en Côte d'Ivoire, à Haïti, au Nigéria, en RDC, au Togo, au service de diverses organisations dont le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et l'Agence américaine pour le développement international. Il a également coordonné, pendant dix ans, des programmes de formation ainsi que la mise en œuvre des projets dans plusieurs pays, pour le compte de l'Université Johns Hopkins. Il a fait des études de communication et d'andragogie à l'Université de Montréal.
ma-umba.mabiala@francophonie.org

Manabi MAJUMDAR

Professeure de sciences politiques au Centre for Studies in Social Sciences de Calcutta, en Inde, elle développe des recherches sur les politiques d'éducation fondamentale, le travail des enfants, les politiques rurales, l'exclusion sociale et la privation de capacités. Elle a notamment publié récemment sur la question du choix public ou privé, de l'école de l'ombre en Inde, ainsi que sur la scolarisation à Calcutta aujourd'hui.
manabi@cssscal.org,

Jacques MARCHAND

Chargé de mission expert à l'Agence française de développement (AFD), division éducation formation emploi de 2000 à 2019, en charge de l'instruction et du suivi de programmes d'investissement et de réformes du secteur de l'éducation pour les ministères de l'éducation en Afrique principalement, il a piloté pour l'AFD l'instruction et le suivi des programmes multi-pays

Écoles et langues nationales (ELAN) et Accompagnement professionnel des enseignants (APPRENDRE). Référent thématique éducation de 2013 à 2018.
marchandjac@outlook.fr

Pierre Bourdis pour Innweo

Denis MEURET

Professeur émérite de sciences de l'éducation à l'Université de Bourgogne-France-Comté, chercheur à l'Institut de recherche en économie de l'éducation (Iredu), membre honoraire de l'Institut universitaire de France (2008-2013), il travaille sur la régulation et l'équité des systèmes scolaires. Il est membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.
denis.meuret@orange.fr

Pierre-François MOURIER

Conseiller d'État, ancien élève de l'École normale supérieure (rue d'Ulm), agrégé de lettres classiques, titulaire d'un DEA de lettres classiques, Pierre-François Mourier a enseigné à l'Université de Lille 3, a été secrétaire de rédaction de la revue *Esprit* et directeur du département des sciences humaines de l'École nationale supérieure du Paysage de Versailles. Au début des années 2000, il devient conseiller pour l'éducation et la culture du Président de la République et, en 2002, il intègre le Conseil d'État comme maître de requêtes. Il a par ailleurs occupé les fonctions d'attaché culturel à New-York, puis entre 2007 et 2010, celle de consul général de France à San Francisco. Nommé ambassadeur de France en Slovénie en 2012 après avoir été deux années durant directeur général adjoint du Centre d'analyse stratégique, il dirige le Centre international d'études pédagogiques (CIEP), prochainement France Éducation international, depuis mars 2018.
mourier@ciep.fr

Hughes MOUSSY

Directeur de la recherche et du développement à l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) de l'Unesco, il est un spécialiste de la conception et de la gestion de programmes multisectoriels. Son domaine d'expertise s'étend de l'enseignement de base, secondaire et supérieur à la formation des enseignants en passant par le renforcement des capacités ; les partenariats stratégiques et les relations avec les bailleurs de fonds et les gouvernements ; le financement innovant du développement, l'assurance qualité et l'évaluation. Il a enseigné l'histoire à l'université (aux États-Unis, en France) avant de se spécialiser dans les politiques éducatives publiques. Il a travaillé et vécu au Cameroun pendant cinq ans, en tant que chef de projet pour la coopération française et conseiller spécial pour la coopération internationale auprès du ministre de l'éducation de base. Il a également

dirigé l'unité de développement humain au ministère des affaires étrangères en France et a travaillé au Partenariat mondial pour l'éducation en tant que directeur de l'unité de l'assurance qualité. Il travaille avec de nombreux pays sur plusieurs continents.
h.moussy@iiep.unesco.org

Mamadou NDOYE

Diplômé en philosophie, en psychologie et en recherche en éducation, ministre de l'alphabétisation, de l'éducation de base et des langues nationales du Sénégal (1993-1998), il a coordonné l'Initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique à la Banque mondiale et a été secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) de 2001 à 2008. Expert principal de l'*Étude sur l'enseignement de base de dix ans*, il a coordonné en 2017 la Triennale de l'éducation de l'ADEA. .
mam.ndoye@gmail.com

Antonio NOVOA

Professeur à l'Université de Lisbonne, institution dont il a été président entre 2006 et 2013, docteur en sciences de l'éducation de l'Université de Genève (1986) et docteur en histoire de l'Université de Paris IV (2006), il est spécialiste d'histoire de l'éducation et d'éducation comparée. Actuellement, il est ambassadeur du Portugal auprès de l'Unesco.
novoa@reitoria.ul.pt

Carlos ORNELAS

Professeur d'éducation et de communication à l'Université métropolitaine autonome de Xochimilco (Mexique), il est docteur en éducation de l'Université de Stanford (1980). Le Fonds de la culture économique vient de publier son dernier ouvrage sur la mondialisation, le corporatisme et la démocratie. Auteur de très nombreux ouvrages et articles de recherche, il a été professeur invité par les universités de Harvard, Columbia, Hiroshima et l'Université Iberoamericana, ainsi que par le Centre de recherche et d'enseignement économiques et de technologie de Monterrey.
Carlos.ornelas@icloud.com

Hssain OUJOUR

Actuellement directeur de l'éducation non formelle au ministère marocain de l'éducation nationale, il a été directeur par intérim de l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme, chef de la division des programmes et des méthodes à la direction de l'éducation non formelle et enseignant-

chercheur à l'École normale supérieure et au centre pédagogique régional de Rabat. Il a publié plusieurs manuels de mathématiques pour l'enseignement primaire et secondaire. Il est membre du Comité national directeur de lutte contre le travail des enfants, point focal du ministère en matière de droits de l'enfant et membre de l'équipe gouvernementale représentant le Maroc à Genève.

hssainoujour@men.gov.ma

©Philippe DEVERNAY/MEN

Caroline PASCAL

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-Saint Cloud, agrégée d'espagnol et docteure en langues romanes, spécialiste de traductologie et de littérature classique, Caroline Pascal a enseigné à l'Université et en classes préparatoires littéraires. En 2009, alors qu'elle est maître de conférences à l'Université de Paris-Sorbonne, elle est recrutée à l'inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) où elle est d'abord inspectrice générale d'espagnol puis doyenne du groupe Langues vivantes. En mars 2018, le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse la nomme doyenne de l'IGEN. Elle a par ailleurs publié des traductions de l'espagnol et plusieurs romans en français.

caroline.pascal@education.gouv.fr

Antonino PETROLINO

Licencié ès-lettres *cum laude* de l'Université La Sapienza de Rome, il est agrégé de littérature italienne et d'histoire et a enseigné en lycée (1969-1981), avant de devenir proviseur jusqu'en 2008. Auteur de plusieurs textes sur le fonctionnement et l'organisation des écoles et sur la fonction de chef d'établissement, il a été secrétaire général puis président de l'Association européenne des chefs d'établissement (ESHA). Il a collaboré à plusieurs reprises avec le ministère italien de l'instruction publique.

antonino.petrolino@gmail.com

Xavier PONS

Xavier Pons est maître de conférences (HDR) à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique – Institut Hannah Arendt (EA 7373) et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs depuis 2006, ses travaux de sociologie de l'action publique et des politiques éducatives portent principalement sur les transformations des modes de gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes des administrations scolaires, les transformations des États éducateurs en Europe et les modes de structuration du débat public en

éducation. Lauréat 2011 du Prix Jean-Claude Eicher pour le développement de la recherche en éducation, il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur ces thèmes.
ponsx@wanadoo.fr

Beatriz PONT

Analyste principale à la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, elle travaille sur les réformes des politiques éducatives et la direction d'établissement. Elle a également initié et dirigé un programme de comparaison des réformes de l'éducation et s'intéresse également aux questions d'équité et de qualité en éducation. Elle enseigne la politique d'éducation comparée à Sciences Po Paris. Docteure (science politique) de l'Universidad Complutense de Madrid et titulaire d'un master en relations internationales de Columbia University, elle a été chercheuse invitée au LIEPP (Sciences Po Paris) et à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Tokyo. Elle est membre de plusieurs comités et a été faite docteur *honoris causa* de Sheffield Hallam University.
beatriz.pont@oecd.org

Patrick RAYOU

Patrick Rayou est professeur émérite en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8, membre du centre interdisciplinaire de recherche « Culture, éducation, formation, travail » (CIRCEFT) et de l'équipe de recherche ESCOL (Éducation, scolarisation) qui étudie les inégalités sociales de réussite scolaire et la manière dont elles se construisent. Ses recherches se sont d'abord déployées dans le champ de la sociologie de l'enfance avant de s'orienter vers les champs de la formation et de la professionnalisation des enseignants et celui des inégalités d'apprentissage. Elles veulent contribuer à la constitution d'une socio-didactique qui s'intéresse simultanément aux enjeux cognitifs et sociaux des apprentissages scolaires.
patrickrayou@gmail.com

© samuel_kirszenbaum-web3

Bénédicte ROBERT

Spécialiste des politiques d'éducation et de formation, elle dirige l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF). L'IH2EF prépare à l'exercice de la responsabilité les cadres des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ainsi que le cycle d'auditeurs du ministère de l'éducation nationale. Avant de diriger l'IH2EF, Bénédicte était experte nationale à la Commission européenne, chef de département pour l'innovation et la recherche à la direction générale de l'enseignement scolaire du ministère de l'éducation et inspectrice d'établissement. Elle est titulaire d'un master et d'un doctorat de Sciences Po

et a réalisé plusieurs séjours d'étude dans de prestigieuses universités américaines. Elle a été lauréate du programme Fulbright et a reçu un prix national pour l'innovation dans la fonction publique.
benedicte.robert@education.gouv.fr

Alioune SALL

Directeur exécutif de l'Institut des futurs africains, organisme non-gouvernemental et panafricain spécialisé en formation, recherche et analyses prospectives, qu'il a fondé en 2004 et qui est basé à Pretoria, en Afrique du Sud, il compte de nombreuses communications présentées dans des conférences internationales consacrées au développement des pays du Sud ou à la démarche prospective, une vingtaine d'articles dans des revues scientifiques et des chapitres dans plusieurs livres.
palosall@yahoo.fr

Marie-José SANSELME

Après avoir enseigné les lettres en collège et en lycée, elle a été chargée de l'information à l'Association française d'action artistique (ministère des affaires étrangères) puis attachée culturelle à Tel-Aviv de 1994 à 1998. À son retour en France, elle a piloté les projets internationaux de la mission interministérielle 2000 en France avant de rejoindre, en 2001, le CIEP en tant que rédactrice en chef ajointe de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. Aujourd'hui ingénieure d'études hors classe, elle est en outre coresponsable d'une nouvelle collection, les *Carnets de l'expertise*. Elle mène en parallèle depuis 1999 une carrière de traductrice, dramaturge et scénariste pour le cinéma et intervient à ce titre dans des universités américaines (Berkeley, Stanford, Columbia) et récemment au Collège de France.
sanselme@ciep.fr

Yannick TENNE

Instituteur de formation, il est devenu inspecteur du primaire en 1987, puis en 2001, inspecteur établissement et vie scolaire dans l'académie de Poitiers. Nommé inspecteur d'académie de la Haute-Loire en 2003. En 2012, il a intégré le cabinet de Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale et est devenu inspecteur général de l'éducation nationale en 2013 dans le groupe enseignement primaire, avant de rejoindre la direction du cabinet de George Pau-Langevin, ministre déléguée à la réussite éducative. Il a occupé le poste d'expert de haut niveau auprès du secrétaire général du ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur pour diriger la mission de la politique de l'encadrement supérieur de 2014 à 2017. Il est inspecteur général de l'éducation nationale (IGEN) depuis septembre 2017.
yannick.tenne@education.gouv.fr

Lucia TRAMONTE

Professeure et directrice du département de sociologie de l'Université du Nouveau-Brunswick (UNB), elle développe des recherches sur des enquêtes internationales de grande envergure, pour analyser les inégalités et les injustices en matière d'accès à l'éducation. Elle conçoit de nouvelles évaluations contextuelles telles que l'enquête PISA pour le développement (PISAD) pour laquelle elle crée, avec le Professeur Willms, le cadre et les questionnaires en vue de l'évaluation contextuelle des élèves de 15 ans – PISAD étant une initiative de l'OCDE pour les pays à revenu faible et intermédiaire visant à suivre les objectifs éducatifs internationaux dans le cadre des Nations unies post-2015. Depuis 2004, elle collabore avec de grandes organisations, notamment l'OCDE, la BID, l'AFD et l'Unesco, ainsi qu'avec des gouvernements et des universités autour de la construction de questionnaires de psychométrie.
lucia@unb.ca

Jean-Pierre VERAN

Inspecteur d'académie (H), membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* et expert auprès du CIEP en coopération éducative, il intervient sur les questions de gouvernance des organisations éducatives, de politiques éducatives et d'éducation aux médias et à l'information. Auteur de plusieurs ouvrages, il tient également un blog consacré à l'éducation sur *Mediapart* :
http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-veran/
jeanpierreveran2@gmail.com

Jose WEINSTEIN

Sociologue diplômé de l'Université du Chili et titulaire d'un doctorat en sociologie obtenu à l'Université Catholique de Louvain (Belgique), Jose Weinstein a été sous-secrétaire d'État à l'éducation (2000-2003) et le premier ministre de la culture du Chili (2003-2006). Il a créé et dirigé des programmes relatifs à l'amélioration de l'école et à l'épanouissement de la jeunesse. Son expérience et son expertise continuent d'être requises par des organisations internationales de premier plan. Il a publié plus de soixante articles ayant trait à l'éducation, à la pauvreté, à la jeunesse et à la culture dans différents ouvrages, rapports et revues scientifiques. Il dirige actuellement le Center for Development of School Leadership à l'Université Diego Portales, où il est également professeur titulaire. Ses travaux récents ont mis l'accent sur le développement de la direction des établissements scolaires et sur l'amélioration des capacités des écoles vulnérables.
jose.weinstein@gmail.com

Anne WEST

Professeure de politiques éducatives au département des politiques sociales de la London School of Economics, elle est aussi directrice du groupe de recherche en éducation (*Education Research Group*). Ses travaux de recherche portent sur la politique éducative en Angleterre et dans une perspective comparative, ainsi que sur le financement de l'éducation en milieu scolaire et de la petite enfance. Elle compte de nombreuses publications dans le champ des politiques éducatives.

a.west@lse.ac.uk

Organisation

Marie-José Sanselme, rédactrice en chef adjointe
Brigitte Sénécal-Levasseur, assistante

Remerciements

La revue remercie chaleureusement les nombreuses personnes et institutions qui ont apporté un soutien précieux à l'organisation de ce colloque.

- Les membres du comité de pilotage, du conseil scientifique et du comité de rédaction de la revue

- Organisation internationale de la Francophonie : Ma-Umba Mabiala, Youssef Arrif, Christelle De Nardi
- Délégation aux relations européennes, internationales et à la coopération : Hervé Tilly, Karen Azria
- Institut des hautes études de l'éducation et de la formation : Bénédicte Robert, Annick Monteil
- Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 : Olivier Poursac
- Éditions Didier : Véronique Hublot-Pierre
- Ambassades de France au Chili et au Burkina Faso : Jean-Claude Reith, Antoine Bricout

- Hélène Bréant • Helen Tomlinson • Sylvaine Herold • Maguy Serin

Et au CIEP

Secrétariat général : Magali Vigneron, Pascale Roussel, Didier Trébès, Patricia Tamisier, Ghislaine Fourgeaud, Mélanie Petit, Manivanh Southammavong, Claire Jeanreaux • *Service de l'accueil* : Caroline Douard, Aurélie Nugue, Françoise Le Guen, Olivera Dimeska, Jérôme Gauthier, Diva Soobroyen, et Fahmy Badr • *Service informatique* : Jean-Philippe Biasin, Nicolas Hulin • *Sécurité* : Jessica Gort • *Service technique* : Dominique Le Goff • *Service de la communication* : Pascal Sanchez, Candice Béjuit, Charlotte Gabet, Isabelle Farès • *Centre de ressources et d'ingénierie documentaires* : Bernadette Plumelle, Anne Forteaux, Marion Latour, Céline Brun, Sol Inglada, Sophie Condat • *Département coopération en éducation :* Nuria Aligant-Vivancos, Emmanuel Bailles, Marion Poutrel • *Cellule d'accueil des délégations étrangères* : Anna Maros, Georges Eyenga.

Ce programme a été édité par :
Le Centre international d'études pédagogiques
1, avenue Léon Journault
92318 Sèvres cedex – France
www.ciep.fr

Mise en page : Service du développement et de la communication, CIEP
Impression : Champlorr Fabrication

© CIEP Juin 2019

La *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, publiée par le Centre international d'études pédagogiques (CIEP), prochainement France Éducation international, est une publication en langue française qui propose depuis 1994 une approche comparative des grandes questions éducatives à travers le monde. Avec plus de 1 000 auteurs publiés, issus de 110 pays, sur tous les continents, la revue est devenue au fil du temps une encyclopédie de l'éducation dans le monde, ainsi qu'une passerelle entre les continents et les cultures.

La revue publie trois numéros par an sur des sujets variés et d'actualité, pour un public de responsables et d'acteurs de l'éducation, ainsi que d'universitaires et de chercheurs issus de plusieurs disciplines et concernés par les questions d'éducation. Elle s'appuie sur un conseil scientifique international et un comité de rédaction qu'elle réunit régulièrement. Les numéros sont organisés autour d'un dossier central, portant sur un thème qui fait l'objet de débats dans le monde ; ils proposent également des informations et des ressources documentaires dans le champ des politiques éducatives et des pratiques pédagogiques.

La revue organise, à intervalles réguliers, des colloques internationaux pour réfléchir aux évolutions en cours dans le monde en matière d'éducation.
Ces colloques, qui réunissent auteurs, lecteurs, chercheurs et responsables des systèmes éducatifs, alimentent ensuite un numéro spécial de la revue.

Les numéros de la revue sont disponibles
en libre accès intégralement après 2 ans sur :
https://journals.openedition.org/ries/

Retrouvez le colloque sur la chaîne TV du CIEP :
http://bit.ly/YouTubeCIEP